

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 5

Loi modifiant la Loi sur la refonte des lois

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

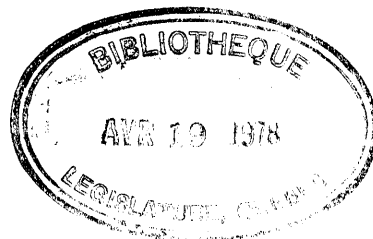
---

PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la justice

---



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978



### NOTES EXPLICATIVES

*Le présent projet de loi propose certaines modifications à la Loi sur la refonte des lois dont les suivantes.*

*Il modifie le nom et la composition de la Commission de refonte des lois en plus d'assujettir le personnel de la Commission à la Loi de la fonction publique.*

*Il fixe la date d'arrêt de la refonte des lois au 31 décembre 1977 et laisse au ministre de la justice le soin de fixer la date de présentation des travaux de préparation.*

*Il établit que la Commission refond les lois de manière que la refonte des lois soit permanente et prévoit un mécanisme de mise à jour annuelle des lois. Il prévoit de plus la mise en oeuvre de la refonte et de la mise à jour des règlements.*

Art. 1. *La modification proposée a pour objet de remplacer l'intitulé de la Loi sur la refonte des lois.*

Art. 2. *La modification proposée a pour objet de remplacer l'intitulé de la section 1 de ladite loi.*

Art. 3. *La modification proposée a pour objet de remplacer le nom de la «Commission de refonte des lois» par celui de «Commission de refonte des lois et des règlements».*

Art. 4. *L'article 2 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**2.** La Commission est formée d'un légiste du ministère de la justice, assisté du greffier en loi de la Législature, d'un représentant de l'Éditeur officiel du Québec et de trois autres membres.

Les membres de la Commission, sauf le greffier en loi, sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.»

## Projet de loi n° 5

Loi modifiant la Loi sur la refonte des lois

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'intitulé de la Loi sur la refonte des lois (1976, chapitre 11) est remplacé par le suivant: 1976, c. 11, int. remp.

«Loi sur la refonte des lois et des règlements».

**2.** L'intitulé de la section I de ladite loi est remplacé par le suivant: Id., sec. I, int., remp.

«LA COMMISSION DE REFONTE DES LOIS ET DES RÈGLEMENTS».

**3.** L'article 1 de ladite loi est remplacé par le suivant: Id., a. 1, remp.

«**1.** Un organisme, ci-après appelé «la Commission», est constitué sous le nom de «Commission de refonte des lois et des règlements». » Constitution et nom.

**4.** L'article 2 de ladite loi est remplacé par le suivant: 1976, c. 11, a. 2, remp.

«**2.** La Commission est formée d'au moins sept membres, dont un président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Un des membres doit être un fonctionnaire du ministère des communications, représentant l'Éditeur officiel du Québec. Membres.

Le quorum de la Commission est de quatre membres dont le président ou, en son absence, un membre désigné par celui-ci. Quorum.

En cas d'égalité des voix, le président ou, en son absence, le membre désigné par celui-ci a une voix prépondérante. Vote prépondérant.

En cas d'incapacité ou d'absence temporaires d'un membre de la Commission, le ministre de la justice peut nommer une autre personne pour le remplacer. » Incapacité, absence.

Art. 5. *La modification proposée indique que le personnel de la Commission sera désormais nommé et rémunéré suivant la Loi de la fonction publique. Il est, sous la loi actuelle, nommé par le ministre de la justice et ses conditions de travail sont fixées par le gouvernement.*

Art. 6. *L'article 6 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**6.** La Commission a pour mandat de refondre les lois, votées jusqu'au 31 décembre 1975, qui ont un caractère général et permanent, sauf le Code civil et le Code municipal, ainsi que celles à caractère local ou temporaire et d'utilisation courante désignées par le ministre de la justice.»

Art. 7. *L'article 7 abroge les dispositions relatives au supplément aux lois refondues devenues inutiles du fait que la refonte sera désormais permanente.*

Art. 8. *Les deux derniers alinéas de l'article 8 se lisent actuellement comme suit:*

«La Commission doit refondre les lois de manière que la refonte des lois puisse être permanente et s'effectuer annuellement.

Elle doit également refondre les lois en utilisant la nomenclature alphanumérique, sauf pour les lois rapportées dans le supplément aux Lois refondues.»

*La modification proposée est de concordance.*

Art. 9. *L'article 10 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**10.** La Commission doit soumettre au ministre de la justice le résultat de ses travaux au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 1977 sauf le supplément aux Lois refondues, la table de concordance, la table des matières et l'index aux Lois refondues, lesquels seront soumis le 31 décembre 1977 ou à toute autre date fixée par le ministre.»

Art. 10. *L'article 15 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**15.** Après le dépôt de cet exemplaire, le lieutenant-gouverneur fixera, par proclamation, la date à compter de laquelle le texte aura force de loi sous la désignation de «Lois refondues du Québec, 1975».»

*La modification proposée est de concordance.*

Art. 11. *La modification proposée a pour objet de changer la désignation des lois refondues en distinguant suivant l'édition reliée et l'édition sur feuilles mobiles.*

**5.** L'article 4 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1976, c. 11,  
a. 4, remp.

«**4.** Le personnel de la Commission, y compris le secrétaire, est nommé et rémunéré suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14). Rémunération du personnel.

Le sous-ministre de la justice exerce à l'égard du personnel de la Commission les pouvoirs que ladite loi attribue aux sous-chefs d'un ministère. » Pouvoirs d'un sous-chef.

**6.** L'article 6 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1976, c. 11,  
a. 6, remp.

«**6.** La Commission a pour mandat de refondre les lois en vigueur le 31 décembre 1977 qui ont un caractère général et permanent, sauf celles désignées par le ministre de la justice, ainsi que celles à caractère local ou temporaire et d'utilisation courante désignées par le ministre. » Refonte des lois au 31 déc. 1977.

**7.** L'article 7 de ladite loi est abrogé.

1976, c. 11,  
a. 7, ab.

**8.** L'article 8 de ladite loi est modifié par le remplacement des deux derniers alinéas par les suivants: Id., a. 8, mod.

«La Commission refond les lois de manière que la refonte des lois soit permanente. Refonte permanente des lois.  
Elle refond également les lois en utilisant la nomenclature alphanumérique. » Nomenclature alphanumérique.

**9.** L'article 10 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1976, c. 11,  
a. 10, remp.

«**10.** La Commission soumet le résultat de ses travaux au ministre de la justice à la date fixée par ce dernier, sauf la table de concordance, la table des matières et l'index aux lois refondues, lesquels seront soumis ultérieurement à la date fixée par le ministre. » Date limite des travaux.

**10.** L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

1976, c. 11,  
a. 15, remp.

«**15.** Après le dépôt de cet exemplaire, le lieutenant-gouverneur fixe, par proclamation et suivant les modalités qu'il détermine, la date à compter de laquelle le texte aura force de loi sous la désignation de «Lois refondues du Québec, 1977» dans le cas de l'édition reliée, et de «Lois refondues du Québec» dans le cas de l'édition sur feuilles mobiles. » Entrée en vigueur des Lois refondues.

**11.** L'article 16 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant: 1976, c. 11, a. 16, mod.

*Art. 12. La modification proposée remplace l'article 20 de la loi devenu inopérant du fait que le projet de loi prévoit un mécanisme de mise à jour annuelle des lois en vigueur. Il prévoit de plus la mise en oeuvre de la refonte et de la mise à jour des règlements.*



«**16.** La citation d'une loi contenue dans l'édition reliée peut se faire par l'indication du chapitre, précédée des mots «Lois refondues du Québec, 1977» ou des abréviations «L.R.Q., 1977», et celle d'une loi contenue dans l'édition sur feuilles mobiles, par l'indication du chapitre, précédée des mots «Lois refondues du Québec» ou des abréviations «L.R.Q.». »

Citation  
d'une loi.

**12.** L'article 20 de ladite loi est remplacé par ce qui suit:

1976, c. 11,  
a. 20, remp.

#### «SECTION IV

##### «LA MISE À JOUR DES LOIS

«**20.** La Commission effectue, de manière permanente, la mise à jour des lois en vigueur.

Mise à jour  
perma-  
nente des  
lois.

«**21.** L'Éditeur officiel du Québec imprime et publie annuellement le texte de la mise à jour, seulement dans l'édition sur feuilles mobiles des lois refondues du Québec.

Impression  
et publi-  
cation.

Lorsqu'il imprime une modification à une loi, il peut imprimer de nouveau une partie de la loi qui n'est pas touchée par la modification, si la technique de la feuille mobile le rend nécessaire.

Partie de  
loi réim-  
primée.

«**22.** Les dispositions des autres sections de la présente loi non incompatibles avec celles de la présente section s'appliquent, en les adaptant, à la mise à jour des lois.

Disposi-  
tions appli-  
cables.

#### «SECTION V

##### «LA REFONTE ET LA MISE À JOUR DES RÈGLEMENTS

«**23.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot «règlement» comprend une ordonnance, un décret ou une règle.

Interpréta-  
tion.

«**24.** La Commission a également pour mandat de refondre les règlements à caractère général et permanent et ceux à caractère local ou temporaire et d'utilisation courante, désignés par le ministre de la justice et adoptés en vertu des lois en vigueur à la date de la fin des travaux de refonte des règlements.

Refonte  
perma-  
nente des  
règle-  
ments.

«**25.** L'Éditeur officiel du Québec imprime et publie, dans les plus brefs délais, une édition sur feuilles mobiles des règlements refondus désignés par le ministre de la justice.

Impression  
et publica-  
tion.

«**26.** Les règlements refondus seront désignés sous le nom de «Règlements refondus du Québec».

Désigna-  
tion.

Art. 13. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 14. *L'article 24 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**24.** Les dépenses requises pour l'application de la présente loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu. »

Art. 15. *La modification proposée est de concordance.*

Art. 16. *La modification proposée est une disposition transitoire visant à assurer le statut de fonctionnaire aux employés actuels de la Commission.*

La citation d'un règlement contenu dans les règlements refondus peut se faire par l'indication du numéro, précédée des mots «Règlements refondus du Québec» ou des abréviations «R.R.Q.».

Citation  
d'un règle-  
ment.

«27. Après la fin des travaux, la Commission effectue, de manière permanente, la mise à jour des règlements en vigueur.

Mise à jour  
perma-  
nente des  
règle-  
ments.

«28. L'Éditeur officiel du Québec imprime et publie deux fois par année le texte de la mise à jour des règlements.

Impression  
et publica-  
tion.

«29. Les dispositions des autres sections de la présente loi non incompatibles avec celles de la présente section s'appliquent, en les adaptant, à la refonte et à la mise à jour des règlements.»

Disposi-  
tions appli-  
cables.

13. La section IV de ladite loi est renumérotée «VI».

1976, c. 11,  
sec IV,  
renuméro-  
tée.

14. L'article 24 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Id., a. 24,  
remp.

[[«24. Les dépenses nécessaires à l'application de la présente loi sont payées, pour l'exercice financier 1978/1979, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.»]]

Paiement  
des  
dépenses.

15. Les articles 21 à 26 de ladite loi sont respectivement renumérotés 30 à 35.

1976, c. 11,  
aa. 21-26,  
renuméro-  
tés.

16. La Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14), devient, sans autre formalité, applicable au personnel de la Commission de refonte des lois et des règlements, y compris le secrétaire, en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Personnel  
de la Com-  
mission  
 régi par la  
Loi de la  
fonction  
publique.

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en  
vigueur.